



*Mémoire, Justice et Soutien aux rescapés*  
Association Loi 1901

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **ALOYS NTIWIRAGABO EN FRANCE – 24 JUILLET 2020**

***Ibuka France prend acte des révélations faites par Mediapart, ce 24 juillet, à propos de la présence sur le sol français du présumé génocidaire Aloys Ntiwiragabo. L'association réclame que toutes les conséquences de ce nouvel exemple de collusion entre la France et les responsables présumés du génocide contre les Tutsi soient tirées et que des actes forts soient engagés par les autorités françaises.***

Ce vendredi 24 juillet 2020, *Mediapart* révèle la présence en France d'Aloys Ntiwiragabo (Théo Englebert, « Aloys Ntiwiragabo, pilier présumé du génocide des Tutsis, se terre en France »). Selon l'article précité, Aloys Ntiwiragabo serait « *l'ancien maître espion du Rwanda, l'un des architectes présumés du génocide des Tutsis, le fondateur et dirigeant d'un groupe armé parmi les pires d'Afrique centrale* ». Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) l'avait notamment inculpé pour avoir préparé des listes de Tutsi et de personnalités rwandaises d'opposition en vue de les faire assassiner.

Malgré un refus officiel d'attribution de visa en 2011, puis 2015, Aloys Ntiwiragabo vivrait donc sur le territoire français depuis plusieurs années. Au nom des victimes du génocide contre les Tutsi de 1994, nous exigeons son arrestation et sa remise aux mains de la Justice en vue d'un procès trop longtemps différé.

Ibuka France demande également que de nombreuses questions en suspens trouvent enfin des réponses claires : comment Aloys Ntiwiragabo a-t-il pu bénéficier de documents d'identité officiels ? Pourquoi, alors qu'il était recherché par le TPIR, n'a-t-il pas été remis à la justice internationale en 2001, quand il se rendait aux consulats français de Khartoum et de Niamey afin de demander un visa de séjour en France ? Pourquoi tant de présumés génocidaires « en cavale » trouvent-ils en France un asile paisible, à l'image d'Aloys Ntiwiragabo ou de Félicien Kabuga, financier présumé du génocide, arrêté le 16 mai dernier Asnières-sur-Seine ? Pourquoi si peu de ces personnes ont-elles fait face à la justice française depuis vingt-six ans ?

Le 4 juillet dernier, à l'occasion de la fête nationale rwandaise, M. Emmanuel Macron assurait M. Paul Kagame de ses « *efforts afin de faire en sorte que tous les génocidaires rwandais présumés fassent l'objet de poursuites judiciaires* ». Ibuka France demande que ces mots trouvent enfin leur traduction dans les actes et reste dans l'attente d'un discours officiel de vérité sur l'implication de la France dans le génocide perpétré contre les Tutsi.

Paris, le 24 juillet 2020.

**Etienne Nsanzimana**  
Président d'Ibuka France  
Tél. : +33 6 21 08 33 94

Contact :  
Jessica Mwiza Géronald, vice-présidente : +33 6 59 88 91 40